

# GUINÉE ÉQUATORIALE : DE L'HÉRITAGE COLONIAL À LA DIVERSITÉ SOCIOCULTURELLE : UN MODÈLE DE RÉUSSITE DANS L'HISTOIRE DE LA COLONISATION ESPAGNOLE DU XXE SIÈCLE ?

**Franck Wilson Gériel KOUYÉ**

*Maître-Assistant*

*Enseignant-Chercheur*

*Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)*

*Département d'Études Hispaniques et Lusophones (DEHL)*

*kouyefranck@gmail.com*

## Résumé

*Cet article propose une analyse historico-socioculturelle de la Guinée Équatoriale, en examinant les dynamiques issues de la colonisation espagnole du XXe siècle et leurs effets sur la construction d'une diversité socioculturelle spécifique. A partir d'une approche interdisciplinaire mobilisant l'histoire, la sociologie et les études postcoloniales, l'étude met en évidence les mécanismes de domination coloniale, notamment l'imposition linguistique, religieuse et administrative, tout en soulignant les processus d'appropriation et de recomposition culturelle opérés par les sociétés locales. L'article s'intéresse particulièrement à l'interaction entre les héritages coloniaux espagnols et les structures sociales endogènes des principaux groupes ethniques du pays, interaction qui a contribué à la construction d'un espace socioculturel hybride. L'étude interroge enfin la pertinence de la notion « modèle de réussite » dans l'histoire de la colonisation espagnole.*

**Mots clés :** *Guinée Équatoriale- Héritage colonial- Diversité socioculturelle- Colonisation Espagnole.*

## Abstract

*This article offers a historical and sociocultural analysis of Equatorial Guinea, examining the dynamics resulting from Spanish colonization in the 20th century and their effects on the construction of a specific sociocultural diversity. Using an interdisciplinary approach drawing on history, sociology, and postcolonial studies, the study highlights the mechanisms of colonial domination, particularly linguistic, religious, and administrative imposition, while emphasizing the processes of cultural appropriation and recomposition carried out by local societies. The article focuses in particular on the interaction between Spanish colonial legacies and the endogenous social structures of the country's main ethnic groups, an interaction that contributed to the construction of a hybrid sociocultural space. Finally, the study questions the relevance of the notion of a "model of success" in the history of Spanish colonization.*

**Keywords:** Equatorial Guinea- Colonial heritage- Sociocultural diversity- Spanish colonization

## Introduction

Seul pays hispanophone d'Afrique subsaharienne, la République de la Guinée Équatoriale est un Etat d'Afrique centrale situé dans le Golfe de Guinée. D'une superficie de 28.051 km<sup>2</sup>, elle se compose d'une zone continentale et de régions insulaires (les îles de Bioko, Annobon, Corisco, Flobey, Grande y Chico). L'histoire de ce pays a été marquée par des projets coloniaux espagnols et britanniques, plusieurs années après sa découverte par les navigateurs portugais à la fin du XVe Siècle. Plus tard, le territoire a été

définitivement colonisé par l'Espagne sous le nom de la Guinée espagnole.

En vertu des traités de San Ildefonso en 1777 et d'El Pardo en 1778, signés entre le roi d'Espagne Charles III et sa nièce, la reine du Portugal, ceux-ci ont été cédés à l'Espagne en échange de territoires en Amérique du Sud. En 1827, les Espagnols, en raison de leurs problèmes internes, furent contraints d'accepter momentanément l'occupation britannique dans le but de supprimer la traite des esclaves. Cependant, la domination espagnole ne devient effective qu'à partir de la fin du XIXe siècle, avec une administration coloniale autoritaire, fondée sur l'assimilation, le travail forcé et l'exploitation agricole. Le régime espagnol s'appuie donc sur les missions catholiques pour diffuser la langue et la culture espagnoles, tout en excluant les populations locales des décisions politiques. En 1959, la colonie devient une province d'outre-mer, puis accède à l'indépendance le 12 octobre 1968.

Par ailleurs, depuis l'indépendance acquise en 1968, la société équato-guinéenne s'est construite à la croisée des traditions africaines et des influences européennes. Ainsi, les colonisations portugaise, britannique et principalement espagnole ont laissé des empreintes socioculturelles indélébiles (langue, religion, système éducatif, culture) autant de domaines dans lesquels les vestiges de la colonisation se mêlent aux réalités autochtones. Dans un contexte postcolonial encore marqué par des défis identitaires, il est légitime de s'interroger : comment

l'héritage colonial espagnol a-t-il façonné les structures socioculturelles de la Guinée Equatoriale au XXe siècle, et dans quelle mesure la diversité culturelle qui en résulte peut-elle être analysée comme un indicateur de réussite ou, au contraire, comme produit de compromis historiques et de résistances dans un contexte postcolonial africain ?

L'importance de ce travail réside dans son objectif, qui consiste à montrer que le colonialisme espagnol a profondément influencé le peuple de la Guinée Equatoriale. Pour atteindre l'objectif fixé, nous avons opté pour les méthodes descriptive (Guzmán, 2004, p. 169-173), explicative (Rodríguez, 1991, p. 19-26) et historique (Berrio, 1976, p. 450-475). En effet, la dimension historique est indispensable pour comprendre les fondements, les politiques mises en œuvre et leurs effets à court et à long terme. L'analyse descriptive permet de dresser un tableau clair des faits culturels, linguistiques, sociaux et institutionnels hérités de cette période. Quant à l'approche explicative, elle vise à identifier les logiques d'appropriation de transformation ou de résistance qui ont permis à la Guinée Equatoriale de construire une identité socioculturelle plurielle et relativement stable

Dans l'évolution de l'argumentation, nous tenterons ici d'analyser la situation socioculturelle du peuple équato-guinéen face au colonialisme en nous concentrant sur deux axes : d'abord les fondements historiques et coloniaux de cette diversité, avant d'explorer les dynamiques actuelles et défi majeur de construction identitaire postcoloniale.

## **1. L'héritage colonial espagnol : fondement d'une identité plurielle**

La Guinée Equatoriale présente un cas particulier dans l'histoire coloniale du continent africain. De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à son indépendance en 1968, ce petit État a été profondément marqué par l'influence espagnole aussi bien sur le plan linguistique, éducatif, administratif que religieux. L'empreinte coloniale a donc contribué à la formation d'une société à la fois métissée et plurielle, où coexistent langues autochtones, culture ibérique et traditions africaines. Comprendre l'héritage de cette colonisation, c'est analyser les fondements de l'identité actuelle de la Guinée équatoriale, entre héritage imposé et appropriation locale.

### **1.1. *Langue et système éducatif, enjeux majeurs du système colonial***

En Guinée Équatoriale, la question linguistique constitue un enjeu majeur du système colonial. Confronté au plurilinguisme, le pouvoir colonial adopte un ensemble de mesures visant le développement et l'imposition de la langue espagnole. Dans la colonie, l'éducation constitue le principal moyen de diffusion de la langue espagnole. Le pouvoir colonial met en place une législation spécifique. Il adopte aussi des mesures incitatives et coercitives. Ainsi, l'éducation est érigée en secteur prioritaire. À cet effet, l'État espagnol dote la colonie d'un budget conséquent et régit le

système éducatif colonial. Parallèlement, des écoles sont progressivement construites dans la colonie. Par ailleurs, En Guinée espagnole, le castillan devient la langue unique et obligatoire de l'enseignement par le décret du Gouverneur général de la colonie du 24 mai 1907. Cette disposition reste inchangée jusqu'à la fin de la colonisation en 1968. Ce choix obéit à une idéologie linguistique c'est-à-dire à « un ensemble de croyances à propos de la langue telles que formulées par les utilisateurs [...] ou une justification de la manière dont ils perçoivent la structure d'une langue et son usage ». Eloy et Trimaille (2012, p. 248). Officiellement, le colonisateur espagnol affirme que les langues bantoues et créoles locales présentent une extrême pauvreté structurelle, lexicale et fonctionnelle. Elles ne pourraient pas décrire les concepts philosophiques, ni les notions scientifiques et techniques qui constituent le socle de la civilisation espagnole, et seraient donc inaptes à assurer la formation intellectuelle, scientifique et technique des indigènes.

Par conséquent, l'imposition de la langue espagnole s'avère indispensable afin de véhiculer la civilisation. Les indigènes auraient tout à gagner en apprenant la langue espagnole qui les introduirait dans le progrès. Bonelli Rubio (1945, p. 10- 11). Sur le plan politique, l'Espagne cherche à raffermir l'unité entre la colonie et la Métropole (mère patrie) à travers l'usage commun de l'espagnol. Elle souhaite créer une communauté linguistique hispanique. L'unité linguistique favoriserait l'entente entre les indigènes tout autant que le rapprochement entre les Espagnols et les

indigènes. En outre, l'indigène qui maîtrise la langue espagnole serait capable de travailler dans l'administration coloniale et les entreprises privées espagnoles locales. L'instruction des indigènes en langue espagnole s'avère donc nécessaire.

### ***1.2. Religions et structure sociale sous l'influence coloniale***

Pendant la colonisation espagnole en Guinée Équatoriale, les structures sociales traditionnelles ont été profondément transformées sous l'influence des politiques coloniales et de l'évangélisation. Le christianisme, notamment le catholicisme, fut l'un des instruments majeurs de l'assimilation coloniale.

Le 23 mai 1858, Carlos Chacón premier Gouverneur de la Guinée espagnole, arrive dans la colonie, il est accompagné de jésuites espagnols. Conformément au décret royal du 6 juillet 1857, ces missionnaires sont chargés de l'éducation et de l'évangélisation des indigènes. (Darrigol. A (2018), p 4.

Ces missionnaires espagnols, avec l'appui du Gouvernement espagnol, notamment par des subventions, vont activement œuvrer à la conversion des populations locales, souvent au détriment des croyances animistes traditionnelles. Dès leur arrivée en Guinée espagnole, ils

procèdent par la création de plusieurs églises dans les zones stratégiques telles que Santa Isabelle, capitale de la colonie, sur l'île de Fernando Poo, l'île de Corisco, l'île d'Annobon... Cependant, ils seront confrontés par la suite aux difficultés climatiques et sanitaires. Par ailleurs, les événements politiques qui surviennent en métropole les amènent à abandonner définitivement la colonie.

D'une part les jésuites espagnols sont décimés par les maladies tropicales, notamment par le paludisme et la fièvre jaune. D'autre part, l'Espagne connaît une révolution politique et sociale en Septembre 1868 sous l'impulsion de l'alliance entre trois partis politiques : les Progressistes, l'Union fédérale et les Républicains. La reine Isabelle II est destituée et s'exile en France le 30 septembre. Des élections législatives sont organisées en janvier 1869. Les partis politiques initiateurs du mouvement révolutionnaire obtiennent la majorité au parlement. Une nouvelle constitution est votée, elle consacre la liberté des cultes et la laïcité de l'enseignement. Ces nouvelles dispositions sont appliquées en Métropole comme dans les colonies espagnoles. Comme conséquence, en Guinée espagnole, les subventions publiques allouées aux jésuites sont supprimées. Les difficultés sanitaires et financières les obligent à rentrer définitivement en Espagne. De 1872 à 1883, ce sont les aumôniers de la Marine espagnole installés dans la colonie qui assurent les offices religieux en Guinée espagnole. Ils sont relayés plus tard par les missionnaires clarétains. Coll (1899, p. 218)



En prélude à la conférence de Berlin (novembre 1884 - février 1885), le gouvernement espagnol souhaite assurer sa présence effective sur l'ensemble de ses territoires coloniaux du Golfe de Guinée. Le Ministre espagnol de l'Outre-mer invite les congrégations religieuses de la Métropole à s'installer en Guinée espagnole. Les missionnaires clarétains répondent favorablement à cette demande. Coll (1899, p. 91). L'Arrêté Royal du 6 août 1882 attribue officiellement aux clarétains l'éducation et l'évangélisation des indigènes en Guinée espagnole. Avec l'appui financier de l'Espagne, les clarétains, en cinq années à peu près, arrivent à implanter une dizaine d'églises sur l'ensemble du territoire équato-guinéen.

Parlant de la structure sociale de la Guinée Equatoriale, il convient de rappeler que l'ensemble des sociétés africaines avaient un système d'organisation politique et sociale basé sur la tribu. Elle peut être définie comme un groupe social naturel, vivant sur un territoire, ayant en commun un ancêtre, l'histoire, la langue et certaines valeurs morales, religieuses, philosophiques et bien d'autres croyances. Palé, M. G, Djeoulou, A, (2019), p. 176. Stephen, S. cité par Minkala (2009) conçoit la tribu comme « une parenté élargie, réelle ou imaginaire, le rattachement revendiqué par un groupe à un ancêtre connu ou fictif » (p. 3). Le tribalisme est donc la conscience collective qu'ont les individus appartenant à une même tribu. Il est encore la prise de conscience de la nécessité d'œuvrer en synergie à l'intérieur du même groupe social en vue de sa préservation,

de la protection et de la défense des valeurs caractéristiques du groupe. En réalité, la quasi-totalité des peuples précoloniaux avaient en commun une organisation à trois niveaux : la tribu, le clan et la famille.

Avec la colonisation, les Occidentaux imposent à ces groupes de nouvelles structures politiques nationales en dépit des structures politiques tribales que ceux-ci avaient déjà. Cette situation oblige les Africains à passer des sociétés traditionnelles tribales aux sociétés nationales dites modernes. En clair, il s'agit de passer du tribalisme au nationalisme ou simplement de la tribu à la nation. La Guinée Équatoriale, à l'instar de la grande majorité des pays africains, n'a pas échappé à cette situation.

### ***1.3. Politique de peuplement de la Guinée espagnole***

La politique de peuplement du territoire équato-guinéen se base sur la mise en valeur de Fernando Poo. Convertir donc les possessions africaines, lointaines et méconnues de la majorité des espagnols, en terre d'attraction et d'émigration devient un des objectifs prioritaires de la politique coloniale que souhaite mener l'Espagne. Celle-ci concerne particulièrement Fernando Poo qui concentre les efforts de colonisation au cours du XIXe siècle. On conçoit parfaitement, en effet, que le développement économique de la colonie et l'essor du commerce espagnol passent indéniablement par le peuplement de Fernando Poo d'abord avant celui des autres îles ensuite. En plus de donner une impulsion à l'économie, l'installation d'espagnols en Guinée

visé par ailleurs « la civilisation » de la population indigène. C'est donc à cet effet que le gouvernement déploie une politique de peuplement qui encourage et favorise l'installation de colons péninsulaires à Fernando Poo.

Cette politique va être accompagnée par des propositions fort avantageuses pour inciter les colons à s'installer dans les grandes îles guinéennes. Comme on peut le constater avec cette politique d'installation des colons, tout est planifié. Elle n'est pas spontanée. Cela va par conséquent réclamer des efforts financiers importants au gouvernement. C'est d'ailleurs ce que fait remarquer Gonzalo Sanz Casas: "El asentamiento planificado, a diferencia del asentamiento espontáneo de colonos, exigía una mayor intervención oficial administrativa y, sobre todo, económica en las funciones de organización, desarrollo y supervisión de los asentamientos de los colonos inmigrado<sup>1</sup>." (Gonzalo Sanz Casas, (1983), p. 36.)

Cette observation laisse clairement entrevoir de nombreux avantages offerts aux colons qui seraient tentés d'immigrer. Parmi ces privilèges figure entre autre la gratuité du transport, une maison, une somme considérable pour leur installation. Ces propositions, faites pour être attrayantes, éludent cependant les mauvaises conditions sanitaires que l'on rencontre au sein de la colonie. En effet, depuis l'expédition Argelejo, Fernando Poo est réputée pour

---

<sup>1</sup> Contrairement à l'installation spontanée des colons, l'installation planifiée exigeait une plus grande intervention administrative et, surtout, économique de la part des autorités dans les fonctions d'organisation, de développement et de supervision des installations des colons immigrants.

être une île malsaine et inhospitalière pour la population blanche. Face à cet obstacle, le gouvernement colonial veut mettre en exergue les progrès sanitaires réalisés à Santa Isabel. Dans une communication adressée au ministère de la Guerre et de l'Outre-mer le 26 octobre 1858, et publiée dans la *Gaceta de Madrid* du 14 décembre, le gouverneur Carlos Chacón juge l'état sanitaire de la colonie satisfaisant. Le 19 décembre 1858, José de la Gándara inaugure l'hôpital de Santa Isabel avant même que les travaux ne soient arrivés à leur terme. Au final, ce sont 128 colons qui débarquent à Santa Isabel au cours de l'été 1859 sous le commandement du gouverneur José de la Gándara.

Suite à la faillite du projet de peuplement avec des péninsulaires, le gouvernement espagnol mûrit l'idée de recourir à l'importation de Noirs émancipés depuis La Havane. Il considère les Cubains capables de résister au climat équatorial et aux conditions de vie difficiles de Fernando Poo. Le projet reste le même : installer un noyau de population de langue et de culture espagnole à Fernando Poo. On retrouve deux objectifs principaux derrière ce projet : la consolidation de la présence de l'Espagne et l'expansion de la culture et de la religion espagnoles parmi les populations africaines de l'île. On peut ajouter, en outre, que ces émancipés vont constituer une force de travail précieuse pour les travaux publics et l'agriculture.

## **2. Diversité socioculturelle post-indépendance : entre expression et la quête de l'affirmation**

Dans la mosaïque culturelle africaine, la Guinée Équatoriale occupe une place singulière par la richesse de ses groupes ethniques et de ses langues locales. Héritière d'un passé colonial marqué par l'influence espagnole, ce petit pays d'Afrique centrale demeure profondément enraciné dans ses traditions ancestrales. Fang, Bubi, Ndowe, Annobonnais, entre autres, coexistent dans un espace national où l'identité plurielle se manifeste à travers les langues, les coutumes, et les pratiques sociales. Ainsi la diversité ethnique et linguistique en Guinée Equatoriale, loin d'être un facteur de division, constitue un pilier fondamental de sa cohésion sociale et culturelle. Cette réalité mérite d'être explorée pour mieux comprendre les enjeux de l'unité nationale dans un contexte postcolonial.

### ***2.1. Groupes ethniques et langues locales***

La Guinée Équatoriale est un cas unique sur le continent africain, car c'est le seul pays où l'on parle espagnol. Cependant, cette singularité s'accompagne d'une diversité linguistique et territoriale complexe, fruit de son histoire marquée par la diversité ethnique et culturelle. Pour mieux appréhender cette diversité ethnique, il faut remonter à la période précédant la colonisation.

Selon le philologue équato-guinéen Bolekia Boleká (2003, p. 13), « les termes Guinée Équatoriale n'existaient pas avant que les navigateurs européens ne foulent le sol africain. La Guinée Équatoriale n'existait pas en tant qu'État ni en tant que pays, comme c'était le cas pour de nombreux pays africains ». À cette époque, le continent était composé de divers États ethniques. Les groupes ethniques originaires, antérieurs à la conquête portugaise, britannique et espagnole, avaient leurs propres langues, cultures et organisations sociales. Toujours selon Bolekia Boleká (2003), on trouve parmi eux les Fang, les Bubi, les Ndowe et les Ambö.

- Les Fang représentent le groupe ethnique majoritaire et habitent principalement à Rio Muni, la région continentale du pays. On les trouve également dans les pays voisins comme le Gabon et le Cameroun.
- Les Bubi, originaire de l'île de Bioko (anciennement connue sous le nom de Fernando Poo, dont le nom provient du navigateur portugais Fernão do Pó). Le groupe Ndowe, également appelé « playero », représente une variété de groupes qui, bien qu'ils partagent des similitudes culturelles et traditionnelles, présentent des différences notables entre eux, notamment en matière de langue. En fonction de leur emplacement sur la côte équatorienne, on peut identifier les kombes, les balengues, les buikós, les ones, les bengas et les

basekes, entre autres (Cooperación Española Cultura Bata, 2018). Les Ndowe sont présents dans les zones insulaires et sur le territoire continental : Corisco, Elobey Grande, Elobey Chico, Cabo San Juan et la côte de Rio Muni.

- Les Ambö sont un peuple qui habite historiquement l'île d'Annobón.

À cette classification se sont ajoutés par la suite les Krio, des créoles également connus sous le nom de Fernandinos, descendants d'esclaves réinstallés provenant d'autres pays, dont certains ont été libérés par les Britanniques.

Sur le plan linguistique, les aires linguistiques et les territoires ethniques coïncidaient. Le contour des aires linguistiques et culturelles était net, les populations étaient stables et homogènes. Les populations s'exprimaient, communiquaient et agissaient à l'aide de trois langues bantoues du Nord-ouest, zone A, groupe Niger-Congo et sous-groupe Benoué-Congo :

le bubi présentait trois variantes : etyo, esso et edyo au nord et au sud de l'actuelle île de Bioko (BOLEKIA BOLEKA, Justo, 2008, pp. 47-48) et (Curso de lengua bubi. Malabo : Centro Cultural Hispano-Guineano, 1991, p. 9.) ;

le Fang comprenait deux variantes : ntumu et okak respectivement au nord et au sud de la région continentale (BIBANG OYEE, Julían, 1989, p. 15.);

le Ndowe possédait deux variantes morphologiques et syntaxiques : le boumba et le bongwe (IYANGA PENDI,

Augusto., 1991, pp. 14-15), (Nau Llibres, 1992, pp. 35-38 et pp. 40-41).

Cette liste de groupes ethniques a été maintenue tout au long de l'histoire du pays, même après la reconnaissance de l'indépendance de la Guinée Équatoriale sous la pression internationale et la prise de conscience nationale africaine émergente le 12 octobre 1968.

## ***2.2. Le syncrétisme religieux et le renforcement de l'immigration : facteur d'une diversité socioculturelle***

La République de Guinée Équatoriale est aujourd'hui un pays multi-religieux et cosmopolite. Comme nous l'avons souligné dans la première partie, le XIXe siècle a été marqué par l'expansion des missions protestantes anglaises et étatsuniennes dans le pays. Elles ont profité de l'implantation britannique sur l'actuelle île de Bioko pour évangéliser les indigènes et se servir de l'île comme tremplin pour leur essor au Cameroun et au Nigeria. Le retour de l'Espagne en 1858 a été suivi par le développement de la religion catholique. Elle est restée prédominante en Guinée Équatoriale. Trois cathédrales ont été construites à Bata, à Malabo et à Mongomo. Le pays est divisé en diocèses. Néanmoins, des églises protestantes étatsuniennes, notamment évangéliques sont également établies dans le pays. En outre, l'islam se développe en raison de la présence de migrants ouest africains (Nigériens, Maliens, Sénégalais, ...). Des mosquées sont construites et fonctionnent dans les deux principales villes du pays (Malabo et Bata). De plus, les pratiques



religieuses africaines (rites traditionnels et culte des ancêtres) occupent toujours une place importante. Cette présence de plusieurs religions est un atout favorable pour la diversité culturelle de ce pays.

Abordant le point du renforcement de l'immigration en Guinée Équatoriale, il convient de rappeler que, les flux migratoires favorisés depuis le continent africain vers l'île pendant la colonisation ont cessé avec l'indépendance et l'avènement de la dictature, et n'ont pas repris avant la découverte de pétrole à Bioko dans les années 90. Si auparavant l'île avait besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée pour les plantations, qui provenait essentiellement d'Afrique centrale et occidentale, depuis qu'elle est devenue l'un des principaux producteurs de pétrole du continent subsaharien, la main-d'œuvre recherchée est désormais qualifiée et hautement technicisée, provenant en grande partie d'Amérique et d'Europe.

Cette nouvelle réalité économique a permis à la Guinée Équatoriale d'accueillir, des groupes provenant de la plupart des continents : Africains, (Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Nigeria, Bénin, Cameroun, du Gabon, République démocratique du Congo, Ghana et Mali), Asiatiques, (Chine, de Syrie et du Liban), Européens, (Espagne, Grande-Bretagne, France Russie), et des Américains, (États-Unis et Colombie), entre autres (Aixelà, 2009). Cette diversité culturelle concentrée à Malabo n'est en aucun cas représentative de la réalité du reste de l'île, même si l'augmentation de la population a transformé l'aspect d'une

ville qui a quadruplé son nombre d'habitants en trente ans. Cette mosaïque culturelle se reflète également sur le plan linguistique, car outre le fang, le bubi, l'espagnol, le français, le ndowe et le fa d'ambo, le pichi, en tant que langue véhiculaire, gagne du terrain dans la capitale, tout comme l'anglais.

Des auteurs tels que M. Liniger-Goumaz et G. Seibert (2008) ont souligné que les récentes migrations internes des Guinéens vers les villes, encouragées par la richesse économique générée par le pétrole et le gaz, ont des effets contraires, tels que le déficit alimentaire, avec les importations nécessaires, et le chômage urbain, étant donné qu'il n'existe pas de secteur manufacturier comme c'est le cas ailleurs. Malgré cet aspect négatif, la richesse de l'île génère un effet d'attraction qui encourage, d'une part, le retour des descendants de Guinéens résidant dans des pays européens ou américains, dotés d'une bonne formation professionnelle, qui intègrent les compagnies pétrolières et le secteur des services, ce qui était impensable il y a quelques années encore, et, d'autre part, favorise la migration de citoyens africains provenant de pays voisins, dont certains ont peu ou pas de spécialisation professionnelle dans des secteurs autres que l'agriculture ou la pêche. Au-delà de ces aspects, la migration a joué un rôle très capital dans la construction et la réaffirmation de la culture équatoguinéenne car elle a été un pilier dans le brassage culturel.

### ***2.3. L'élaboration d'une politique culturelle et la gestion de la pluralité culturelle en Guinée Équatoriale***

L'idée de l'élaboration d'une politique culturelle sous la deuxième République naît à partir de deux facteurs majeurs. D'une part, le Congrès International Hispano-Africain de la Culture et d'autre part, la Conférence Mondiale sur les Politiques Culturelles tenue à Mexico. Ce qu'a suscité de nombreux espoirs en ce qui concerne la reconstruction et la gestion de la pluralité culturelle en Guinée Équatoriale.

Le Congrès s'est tenu à Bata du 2 au 8 juin 1984 dans un contexte de prise de conscience générale des peuples africains de leurs valeurs culturelles ; ceci à la suite des mouvements de la Négritude et de l'Authenticité. L'événement s'inscrit aussi dans le processus de « reconstruction nationale ». En réalité, après les années de dictature, la République de Guinée Équatoriale bénéficie de l'aide financière et technique de la communauté internationale. Le gouvernement encourage donc le retour des exilés politiques afin qu'ils contribuent à « la reconstruction nationale ». Le 15 août 1982, les Equato-guinéens approuvent par référendum la Loi Fondamentale qui rétablit les droits civiques et consacre la démocratie. Des élections législatives multipartites sont organisées un an plus tard.

Par ailleurs, le Congrès International Hispano-africain de la Culture constitue la mise en œuvre des objectifs de la Conférence Mondiale sur les Politiques Culturelles tenue à

Mexico, du 26 juillet au 6 août 1982. Selon la déclaration finale adoptée à l'issue de ladite conférence. Unesco, (1982), toutes les cultures appartiennent au patrimoine commun de l'humanité. La préservation et la diffusion du patrimoine culturel constituent un droit et un devoir des peuples. L'humanité s'appauvrit lorsqu'une culture du monde est méconnue ou détruite. La Conférence de Mexico rappelle aussi l'égalité des cultures et le droit de chaque peuple à affirmer, préserver et voir respectée son identité culturelle. Elle dénonce les atteintes que le colonialisme a portées au patrimoine culturel de l'humanité. La Conférence de Mexico a également demandé la restitution à leurs pays d'origine, des œuvres qui avaient été retirées de façon illicite. Ces actions néfastes et destructrices ont rompu les liens unissant les peuples à leur passé. Dès lors, les peuples doivent réhabiliter leur patrimoine culturel.

Par conséquent, il a été recommandé que les langues natives soient revalorisées et deviennent un véhicule du savoir. En outre, les moyens de communication de masse doivent diffuser les cultures et préserver l'identité culturelle des peuples. Enfin, la coopération culturelle internationale doit se fonder sur le respect de l'identité culturelle, de la dignité et de la valeur de chaque culture. Par conséquent, la coopération culturelle internationale exclut la subordination ou la substitution culturelle. Mais elle rééquilibre les échanges culturels et favorise la large diffusion des cultures ; surtout celles qui sont les moins connues. Darrigol, A. (2014), p. 528. La coopération culturelle

internationale doit contribuer à l'élimination du néocolonialisme et de la domination ; elle doit favoriser, à travers la connaissance d'autres cultures, l'enrichissement de la vie des peuples.

En ce qui concerne la reconnaissance et la valorisation des langues et des cultures équato-guinéennes, les résolutions du Congrès Hispano-africain de la Culture n'ont jamais été appliquées. A l'espoir de la réhabilitation des cultures de Guinée Équatoriale, a succédé le désenchantement et la frustration. Les cultures équato-guinéennes sont toujours réduites à « la folklorisations » et au tourisme : exploitation de la fête du Botoi (rite bubi de la fécondité) le 20 mai à Bioko ; de la fête traditionnelle bubi du taro, organisée le 20 janvier à Rebola. En outre, la fête bubi de l'igname (roomo) est célébrée à Moka le 23 octobre. A l'occasion des fêtes légales équato-guinéennes, les Ndowe exécutent leur principale danse rituelle : Ivanga<sup>1</sup>. Les danses des Fernandins sont également exécutées à Malabo : bonko, kunki et lenki. Dans la région continentale, les joueurs de Mvet interprètent des compositions de type épique, lyrique et satirique.

### **3. Tensions et dynamiques autour de la diversité**

La Guinée Équatoriale, bien que petit pays d'Afrique centrale, est marquée par une grande richesse culturelle issue de la coexistence de plusieurs groupes ethniques. Cette diversité, héritée d'une longue histoire précoloniale,

coloniale ainsi que postcoloniale, représente un potentiel inestimable pour l'unité nationale, mais elle constitue aussi une source de tensions lorsqu'elle se trouve instrumentalisée à des fins politiques ou marginalisée dans les politiques publiques. Entre volonté d'affirmation identitaire, centralisation du pouvoir, et quête d'unité nationale, la gestion de cette pluralité culturelle soulève de nombreux défis. Il s'agit donc d'examiner dans cette dernière partie, d'abord, l'inégalités ethniques et marginalisation

### ***3.1. La diversité ethnique équato guinéenne au prisme des inégalités ethniques et de la marginalisation***

Comme nous l'évoquions un peu plus haut, la Guinée Équatoriale est composée de plusieurs groupes ethniques dont les principaux sont les Fang (majoritaires), les Bubi (autochtones de l'île de Bioko), les Ndowe, les annobonais et les Fernandinos. (Darrigol, A. (2016), p. 86) État des langues en Guinée équatoriale. *Contextes et didactiques. Revue semestrielle en sciences de l'éducation*, (8). Si cette diversité est un atout potentiel, elle est aussi à l'origine d'importants déséquilibres. Depuis l'indépendance, le pouvoir politique, économique et militaire est largement dominé par les Fang, notamment ceux originaires de la région continentale, au détriment des autres groupes. L'égalité entre les différents groupes ethniques n'est donc pas assurée ce qui ne garantit pas non plus la reconnaissance et la protection des droits des minorités.

La République de Guinée Équatoriale est actuellement le troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne. L'exploitation pétrolière a généré de nombreuses ressources financières. Elles ont été utilisées à la réalisation d'infrastructures socio-économiques et destinées aux secteurs sociaux (santé publique et éducation). Néanmoins, seule une minorité profite individuellement du boom pétrolier. A ce propos, Justo Bolekia Boleká écrit :

La renta per cápita de los Guineoecuatorianos (...) hoy asciende a más de 1600 dólares USA, con un crecimiento anual estimado en el 70% en 2001 y un Producto Nacional Bruto de más de 800 millones de dólares USA. Sus productos de exportación son el petróleo, el gas, la madera, el cacao, el café, la pesca, etc. (...) Sin embargo, la población sigue sin disfrutar de estos ingentes recursos, controlados y confiscados por un Gobierno que persiste en su política (...) de discriminación por razones clánicas, étnicas<sup>2</sup>.  
BOLEKIA BOLEKA, (2003), p. 146.

En matière de démocratie et de respect des droits de l'homme des progrès ont certes été accomplis comparés

---

<sup>2</sup> Le revenu par habitant de la Guinée Equatoriale (...) s'élève aujourd'hui à plus de 1 600 dollars américains, avec une croissance annuelle estimée à 70 % en 2001 et un produit national brut de plus de 800 millions de dollars américains. Ses produits d'exportation sont le pétrole, le gaz, le bois, le cacao, le café, la pêche, etc. (...) Cependant, la population ne profite toujours pas de ces ressources considérables, contrôlées et confisquées par un gouvernement qui persiste dans sa politique (...) de discrimination pour des raisons claniques et ethniques. (Notre traduction).

aux années de dictature de Macías Nguema. Malgré le multipartisme officiellement en vigueur, le PDGE (Parti Démocratique de Guinée Équatoriale) reste dominant. Il contrôle le gouvernement, l'Assemblée Nationale et tous les rouages de l'administration. En outre, le clanisme institué sous le régime de Macías Nguema se poursuit. Les Esangui de Mongomo, clan d'origine des deux Présidents de la République qu'a connu la Guinée Équatoriale depuis l'indépendance, occupent les postes-clés dans le gouvernement, les institutions étatiques et les administrations publiques. (Darrigol, A. (2014), p.535).

Les groupes ethniques minoritaires se sentent exclus de la gestion des ressources naturelles et de l'administration du pays. De nombreux intellectuels rentrés en Guinée Équatoriale dans les années 80, se sont à nouveau exilés. Des partis politiques séparatistes se créent. Ils exigent le traitement équitable entre les groupes ethniques (majoritaires et minoritaires), la pleine participation au pouvoir politique et la juste distribution des richesses. L'égalité pourrait être garantie à travers des droits spéciaux de représentation au sein des institutions nationales tels que ceux prévus dans la Constitution de 1968. (Darrigol, A. (2014), p.535). Ces formations politiques revendiquent également l'autonomie politique et économique dans le cadre d'une fédération : Movimiento para la Autodeterminación de la Isla de Bioko (MAIB), Partido Político Ndowe, Asociación Cultural VIYIL (Ambo). L'ensemble de ces revendications exprime le souhait de protéger les minorités de l'hégémonie



politique et économique du groupe majoritaire : les Fang. Ces partis politiques exigent un amendement constitutionnel visant la reconnaissance de la diversité culturelle, c'est-à-dire une forme de multiculturalisme. La fédération leur permettrait de se doter localement d'un gouvernement et d'institutions politiques, de disposer de droits économiques spéciaux en ce qui concerne par exemple, l'exploitation des ressources naturelles. En République de Guinée Équatoriale, les groupes ethnoculturels minoritaires qui sont numériquement faibles et/ou géographiquement isolés, souhaitent définir, conquérir et étendre leurs droits.

### ***3.2. La marginalisation et la vulnérabilité des langues autochtones***

En Guinée Équatoriale, les langues autochtones occupent une position paradoxale, caractérisée par une reconnaissance constitutionnelle formelle mais une marginalisation profonde dans les pratiques institutionnelles, éducatives et politiques. Bien qu'elles soient les langues maternelles de la majorité de la population et qu'elles jouent un rôle fondamental dans la transmission des identités culturelles, sociales, elles restent exclues des domaines clés de la vie publique.

Le gouvernement équato-guinéen pratique actuellement une politique linguistique de non intervention à l'égard des langues autochtones. Elle consiste par exemple à ignorer les problèmes et à laisser évoluer le rapport des forces en présence. Elle conforte la position dominante des langues

officielles. L'espagnol, et dans une moindre mesure le français, sont utilisés dans le domaine public. Les langues bantoues et créoles locales, bien qu'elles soient parlées par la majorité de la population et les natifs du pays, ne sont pas valorisées. (Darrigol, A. (2016), p.91). Darrigol, soulignant la confusion juridique du statut des langues locales en Guinée Equatoriale affirme :

Un vide juridique caractérise le statut des langues équato-guinéennes. L'article 4 de la Constitution modifié successivement en 1995, 1998 et 2011 ne définit pas clairement leur usage, encore moins leurs fonctions. Faire « partie intégrante de la culture nationale » reste une expression vague. La Constitution parle de « langues autochtones » mais elle ne les identifie pas. Quelles sont les langues autochtones ? Comment se dénomment-elles ? Quel est leur nombre ? Quel est leur véritable statut ? Le texte constitutionnel reste muet sur ces sujets. En revanche, le même texte souligne clairement le statut de l'espagnol, du français et du portugais : « les langues officielles de la République de Guinée Équatoriale sont l'espagnol, le français et le portugais ». Nous constatons un certain silence vis-à-vis des langues autochtones, une forme de folklorisation qui ne les envisagent

que sous l'angle de la conservation du patrimoine culturel. (Darrigol, A. (2016), p.91)

Ce qui sous-entend clairement que les langues autochtones sont reléguées à la sphère privée et communautaire, ce qui limite considérablement leurs fonctions sociales et compromet leur transmission intergénérationnelle.

La marginalisation des langues autochtones se manifeste de manière particulièrement aiguë dans le système éducatif, où l'espagnol est imposé comme langue quasi exclusive d'enseignement dès les premières années de scolarisation. Cette exclusion structurelle des langues maternelles contribue non seulement à fragiliser les apprentissages scolaires des enfants, mais aussi à instaurer un processus de substitution linguistique progressif, dans lequel les jeunes générations associent les langues locales à un faible capital symbolique et à une absence de perspectives socio-professionnelles. Selon les travaux de l'UNESCO, l'absence de l'enseignement dans la langue maternelle constitue l'un des facteurs majeurs de vulnérabilité linguistique, en particulier dans les contextes postcoloniaux multilingues, (UNESCO 2003). En Guinée Équatoriale, cette dynamique est renforcée par l'urbanisation croissante et par la valorisation sociale des langues officielles, perçues comme des instruments d'ascension sociale et d'intégration nationale.

Selon Will Kymlicka (2001), la culture : « offre à ses membres des modes de vie, porteurs de sens, qui modulent l'ensemble des activités humaines, au niveau de la société, de l'éducation, de la religion, des loisirs et de la vie économique, dans la sphère publique et privée » (Kymlicka, (2001), p.115). Les langues constituent quant à elles le véhicule, les modes de transmission et de préservation des cultures des peuples. C'est aussi à travers les langues que l'on communique avec son environnement familial ou sa communauté culturelle. Or comme précise le même auteur, « pour qu'une culture survive, il faut d'abord et avant tout que sa langue soit celle du gouvernement c'est-à-dire qu'elle soit la langue de l'enseignement public, des tribunaux, des services sociaux, du système de santé, etc. » Kymlicka, 2001, pp, 163-164).

Ainsi la vulnérabilité et la fragilisation des langues autochtones en Guinée Équatoriale posent un enjeu majeur pour la préservation du patrimoine linguistique national et pour la construction d'une identité collective inclusive.

### ***3.3. Enjeux actuels : éducation, médias, transmission culturelle***

Caractérisée par une pluralité culturelle et linguistique, la Guinée Équatoriale est confrontée à des enjeux majeurs dans les domaines de l'éducation, des médias et de la transmission culturelle, dans un contexte de mondialisation et de mutations sociales profondes. Le système éducatif équato-guinéen, malgré les investissements publics réalisés, continue de souffrir de limites structurelles liées à la qualité

de l'enseignement, à la formation des enseignants et à l'adéquation des programmes scolaires aux réalités socioculturelles nationales. Malgré les discours officiels valorisant l'éducation comme levier de développement, le secteur demeure insuffisamment financé, ce qui se traduit par des infrastructures scolaires inadaptées, un déficit de matériel pédagogique et une inégale répartition des établissements entre les zones urbaines et rurales. Cette situation accentue les disparités territoriales et sociales, limitant l'accès à une éducation de qualité pour les populations les plus vulnérables. A ces difficultés s'ajoute la pénurie d'enseignants qualifiés et la faiblesse des dispositifs de formation initiale et continue, compromettant la qualité de l'enseignement et la transmission effective des savoirs.

Selon le rapport de la banque mondiale, (World Bank, 2021), le taux de scolarisation diminue considérablement après l'école primaire. Alors que le taux d'inscription à l'école primaire est élevé (90%), le taux d'inscription à l'école secondaire tombe à 50% en raison de la disponibilité limitée des écoles secondaires et d'autres facteurs liés à la demande. Le taux de scolarisation dans le secondaire dépend fortement de la richesse des ménages : il n'est que de 41% dans les ménages les plus pauvres et de 67% dans les ménages les plus riches.

Selon Bolekia Boleka (2014), l'usage prédominant de langues héritées de la colonisation, notamment l'espagnol et le français, marginalise les langues locales et fragilise leur transmission intergénérationnelle, contribuant ainsi à une

déconnexion entre l'école et les identités culturelles nationales. Par ailleurs, les médias jouent un rôle central dans la diffusion de l'information et la construction des représentations sociales, mais leur forte dépendance à l'égard de l'Etat limite le pluralisme médiatique et la diversité des expressions culturelles. En effet, les médias traditionnels (radio, télévision) diffusent des contenus favorables au pouvoir en place, avec peu d'espace pour les voix critiques ou indépendantes. Comme conséquence, la Guinée Equatoriale figure très bas dans l'indice mondial de liberté de la presse, ce qui témoigne de restrictions importantes sur l'accès à l'information et l'expression journalistique. L'environnement médiatique est fortement contrôlé et les libertés d'expression et d'information restent limitées.

Parlant de la transmission culturelle, la Guinée Equatoriale élabore des stratégies nationales pour protéger son patrimoine culturel et naturel face au changement climatique et à d'autres risques, avec l'appui de l'UNESCO, ce qui montre une volonté d'intégrer la culture dans les politiques publiques. Le pays est riche en traditions orales, arts locaux, musique et langues locales, mais fait face à des défis pour valoriser et transmettre ces héritages dans un système éducatif qui reste encore largement centré sur les langues coloniales (espagnol) et les curricula importés. Il ressort donc une tension entre préservation des traditions et la modernisation des systèmes éducatifs et médiatiques.

Selon l'UNESCO (2018), l'absence de politiques culturelles intégrées associant l'éducation formelle et les médias accroît le risque d'érosion du patrimoine culturel immatériel. Ainsi, les enjeux éducatifs, médiatiques et culturels en Guinée Équatoriale apparaissent étroitement interdépendants et souligne la nécessité de politiques publiques cohérentes visant à promouvoir une éducation inclusive, un paysage médiatique plus ouvert et une transmission durable des cultures locales comme fondement du développement humain et de la cohésion sociale.

## **Conclusion**

L'analyse du parcours historique et socioculturel de la Guinée Équatoriale met en lumière une trajectoire singulière au sein des anciennes colonies espagnoles du XXe siècle. Héritage direct de la colonisation, la langue espagnole, les structures administratives et les cadres éducatifs ont constitué à la fois des instruments de domination et, paradoxalement, des leviers d'unification nationale après l'indépendance. Toutefois, cette continuité institutionnelle n'a pas effacé la diversité socioculturelle du pays, marqué par la coexistence de plusieurs groupes ethniques, langues locales et traditions profondément enracinées.

La capacité de la Guinée Équatoriale à maintenir une identité nationale articulée autour d'un héritage colonial commun tout en préservant une pluralité culturelle relative invite à nuancer la notion de « modèle de réussite ». Si

l'intégration linguistique et culturelle héritée de l'Espagne a favorisé une certaine cohésion symbolique et une visibilité internationale particulière en Afrique subsaharienne, elle s'est également accompagnée de tensions persistantes liées à la marginalisation de certaines expressions culturelles locales et aux déséquilibres politiques et sociaux postcoloniaux.

Ainsi, plutôt qu'un modèle de réussite univoque, la Guinée Équatoriale apparaît comme un cas complexe de composition identitaire postcoloniale, où l'héritage espagnol et la diversité socioculturelle s'entremêlent dans un processus inachevé. Cette expérience historique souligne que l'évaluation de la colonisation ne peut se limiter à ses résultats institutionnels ou linguistiques, mais doit intégrer les dynamiques culturelles, sociales, et politiques qui façonnent durablement les sociétés africaines contemporaines.

### Références bibliographiques

**BERRIO Julio Ruiz.** 1976. El método histórico en la investigación histórica de la educación. *Revista española de pedagogía*.

**BOLEKÁ Justo Bolekia,** 1988. *Lingüística bantú a través del bubi* (Vol. 5). Universidad de Salamanca.

**BOLEKÁ Justo Bolekia,** 2003. *A propos de l'histoire de la Guinée Equatoriale*. Amarú Ed.



**BONELLI Rubio Jean.** 1945. Le problème de la colonisation: conférence prononcée le 18 décembre 1944 au Consejo Superior de Investigaciones Científicas. Dirección General de Marruecos y Colonias, Madrid.

**CALVET Louis Jean,** 1974. Linguistique et colonialisme : petit traité de glottophagie. Payot, Paris.

**DARRIGOL Adeline,** 2014. *Politiques linguistiques et multiculturalisme en République de Guinée Équatoriale, de la colonisation espagnole à nos jours* (Thèse de doctorat, Université François-Rabelais de Tours).

**DARRIGOL Adeline,** 2016. État des langues en Guinée équatoriale. *Contextes et didactiques. Revue semestrielle en sciences de l'éducation*, (8).

**DARRIGOL Adeline,** 2018. Evolution des politiques éducatives en guinée espagnole.

**DONATO Ndongo-Bidyogo,** 2000. La littérature hispanophone moderne en Guinée équatoriale. *Revue afro-hispanique*.

**GONZALO Sanz Casas,** 1983. Política colonial y organización del trabajo en la isla de Fernando Poo 1880-1930.

**LOPEZ Jose,** 1991. *La méthode explicative dans les épistémologies régionales de l'activité physique. Aponts. Education physique et Exports*, 2 (24), 19-26.

**PALE Miré Germain,** 2019. Le tribalisme en Guinée Equatoriale : les trois visages d'un phénomène évolutif, *Revue Scientifiques*, Université Alassane Ouattara de Bouaké.

**PENDI Augusto Lyanga**, 1991. *Préstamos en la lengua ndowe de Guinea Ecuatorial*. Nau Livres.

**TRIMAILLE, Cyril et Éloy Jean-Michel** 2012. Idéologies linguistiques et discriminations. L'harmattan, Paris.

**UNESCO**, 2003. Education in a multilingual world. Paris : UNESCO.

**UNESCO**, 1982. Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles, Conférence Mondiale sur les Politiques Culturelles. Mexico : 26 juillet-6 août 1982.